

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

25<sup>ème</sup> année - N°4810 - Lundi 10 Février 2025 - Prix : 200 Fc

LE PATRON DE LA POLICE NATIONALE SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE :

## Aucun intérim désigné



Nassif Kaissane directeur de la police nationale

SOCIÉTÉ :

### Moroni plongée dans le noir

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**11 Chaanban 1446**

**Prières aux heures officielles  
Du 06 au 10 Février 2025**

**Lever du soleil:**

**06h 04mn**

**Coucher du soleil:**

**18h 38mn**

Fadjr : 04h 50mn

Dhouhr : 12h 24mn

Ansr : 15h 53mn

Maghrib: 18h 41mn

Incha: 19h 55mn



## ENERGIE

## Un nouveau directeur général à la Sonelec

*Moumini Soilahoudine, ingénieur en informatique et en génie électrique, a été nommé directeur général de la Société nationale d'électricité des Comores (Sonelec) par décret présidentiel n° 25-010/PR du 5 février 2025.*

*L'annonce a été faite ce jeudi 6 février lors d'une conférence de presse au secrétariat général du gouvernement, en présence du ministre de l'Énergie Aboubacar Saïd Anli et du secrétaire général adjoint du gouvernement Mahamoud Salim Hafî. À cette occasion, il a également été précisé qu'un conseil d'administration composé de huit personnes a été mis en place pour épauler le nouveau directeur.*



Moumini Soilahoudine nouveau DG de la SONELEC.

Les conférenciers ont aussi annoncé l'arrivée de six groupes électrogènes prévue ce 12 février, dont l'achat est estimé à 4 milliards de francs comoriens. « Nous avons mis en place depuis un mois et demi une démarche inédite et transparente pour le recrutement des dirigeants des sociétés publiques, notamment la Sonelec. Pour la sélection du nouveau directeur général, 42 candidatures ont été reçues. Parmi celles-ci, 22 répondaient aux critères, et 6 candidats ont obtenu des scores supérieurs à 70%. Cette approche témoigne de la volonté du gouvernement de privilégier la compétence et la méritocratie pour une gouvernance moderne et efficace », a déclaré le ministre de l'Énergie, Aboubacar Saïd Anli. Il a ajouté que ces six candidats ont été convoqués à un entretien afin de présenter leur projet et leurs solutions pour améliorer la Sonelec. Parmi eux, trois ont été retenus, et c'est finalement Moumini Soilahoudine qui a été nommé directeur général. Ce dernier travaillera en collaboration avec un conseil d'administration de huit membres, chargé de l'épauler

dans la résolution de la crise énergétique qui impacte lourdement l'économie du pays.

Selon le secrétaire général adjoint du gouvernement, Mahamoud Salim Hafî, ces nominations témoignent de l'engagement du gouvernement à privilégier la compétence et la méritocratie. « Le choix a été fait sur la base du mérite et des projets de redressement de la Sonelec proposés par les candidats », a affirmé celui qui avait postulé. Les

conférenciers ont également abordé la crise énergétique qui affecte le pays, soulignant l'urgence de la situation à l'approche du mois de ramadan. Pour y remédier, le gouvernement a décidé d'acheter six groupes électrogènes afin de stabiliser l'approvisionnement en électricité. « Un premier appel d'offres a été lancé, mais l'entreprise sélectionnée, Henri Fraise Tananarive, a finalement renoncé, faute de garantie bancaire pour le démarrage des travaux.

Le gouvernement a donc annulé le contrat. Un second appel d'offres est en cours, mais nous ne pouvons pas attendre davantage. Nous avons donc opté pour l'acquisition de six nouveaux groupes électrogènes pour un coût de plus de 4 milliards de francs comoriens. Leur livraison est prévue le 12 février au plus tard par Tec International. Avec le ramadan qui approche, nous devons apporter des solutions rapides », a justifié le ministre de l'Énergie.

Par ailleurs, il a évoqué le projet de mise en service d'une centrale géothermique de 15 mégawatts exploitant l'énergie du volcan Karthala d'ici 2028. L'objectif est de parvenir à une stabilisation énergétique d'ici fin 2026, en réduisant progressivement la dépendance au thermique, qui ne serait alors plus qu'une source de réserve. Il est à rappeler que l'achat de nouveaux groupes électrogènes n'est pas une première. Depuis plusieurs années, les autorités se contentent d'acquérir des équipements coûteux, sans parvenir à résoudre durablement la crise éner-

gétique. Durant les quatre années de gestion de Djounaid (2021-2024), la société, avec un accord de crédit du gouvernement, avait déjà acheté 11 moteurs, sans compter les acquisitions réalisées par ses prédécesseurs. Pourtant, la Sonelec peine toujours à assurer un approvisionnement stable en électricité. Le principal problème réside dans l'entretien des équipements. À chaque acquisition de groupes électrogènes, des milliards de francs sont alloués à l'achat de pièces de rechange pour les révisions. Cependant, ces pièces n'arrivent jamais, aggravant la crise actuelle. Le nouveau directeur hérite ainsi d'une situation particulièrement difficile : en plus des 16 groupes électrogènes nécessitant des révisions, la société traîne une dette colossale de plus de 15 milliards de francs comoriens auprès de ses fournisseurs dont la SCH. Il ne reste plus qu'à espérer que Moumini Soilahoudine saura relever ce défi et amorcer un véritable redressement de la société.

Nassuf Ben Amad

### FAIT DIVERS :

## Un malade mental poignardé à mort à Sima

*La montée inquiétante de la criminalité dans le pays devient une préoccupation majeure, donnant l'impression d'un fléau en constante expansion. Ce lundi matin, un drame tragique a secoué la ville de Sima à Anjouan. Un homme connu sous le nom de Ropasse a été mortellement poignardé.*

L'affaire est d'autant plus choquante que la victime souffrait de troubles mentaux. Selon un témoin, tout aurait commencé lorsqu'il est entré dans une boutique, provoquant la panique d'un client. Il était précisément 10

heures lorsqu'une jeune femme, dans la vingtaine, a été attaquée dans le quartier de Missiri par Daniel Maandhu, un homme d'une trentaine d'années. Sous le choc, elle a rapidement contacté ses frères. « L'un d'eux est intervenu rapidement et a poignardé l'agresseur à deux reprises. L'homme a succombé à ses blessures à l'hôpital. Selon les premières informations, il était en état d'ivresse depuis la veille des faits », nous rapporte notre informateur sur place.

Les détails de l'incident restent encore flous, mais des témoins affirment avoir entendu des cris avant que la victime ne s'effondre, poignardée en pleine rue. Bien que cer-

taines personnes aient réagi, l'attaque s'est déroulée très rapidement. Les autorités locales ont immédiatement ouvert une enquête afin de faire toute la lumière sur cette affaire, menant déjà des perquisitions pour identifier les motivations de cet acte. Il est encore trop tôt pour déterminer s'il s'agit d'un différend personnel ou d'un contexte plus large. Ce drame survient dans un climat de violence croissante. En l'espace d'une semaine, deux homicides ont secoué le pays, accentuant l'inquiétude parmi la population. Dans les rues, l'inquiétude est palpable. « Chaque jour, on entend parler d'un nouveau drame. On ne se sent plus

en sécurité, même dans nos propres quartiers », confie un habitant de Sima.

Face à cette recrudescence des actes violents, la population attend une réponse ferme des autorités. Restaurer l'ordre, assurer la protection des citoyens et prévenir de nouvelles tragédies : autant de défis que l'État ne peut plus ignorer. Le choc est d'autant plus grand que les proches de Hikima, assassinée par Micro à Ngazidja, pleurent encore leur disparu, et qu'une femme à Chandra, à Anjouan, a été victime d'une agression criminelle la semaine dernière.

Younès

### ASSAINISSEMENT :

## Après les pluies, place à l'ébouage à Fomboni

*La gendarmerie nationale, la FCD, le COSEP, le Croissant-Rouge, ainsi que l'exécutif de l'île, se sont mobilisés le samedi 8 février dernier pour assainir la ville de Fomboni après les fortes pluies de ces derniers jours. C'est une initiative du gouvernorat de l'île, avec la participation financière et matérielle de plusieurs partenaires.*

Fomboni, la capitale de Mohéli, était boueuse après les pluies diluviennes qui se sont abattues ces derniers jours sur l'île. Une masse énorme d'ordures et de boue a été transportée des hauteurs de Fomboni par la rivière de

Massandzeni et a été déposée sur la plaine du grand marché et ses environs. Le gouvernorat de l'île n'a pas tardé à intervenir en réunissant l'AND (Armée Nationale de Développement), le COSEP, le Croissant-Rouge et d'autres partenaires pour redorer l'image de la capitale mohélienne.

« C'est une rivière qui se déverse directement sur le marché de Fomboni, donc à chaque crue de cette rivière, nous assistons au même phénomène. C'est pour rendre le marché vivable et salubre que nous sommes là aujourd'hui », explique Ibrahim Abdallah, commandant de la gendarmerie à Mohéli. « Nous allons également

intervenir dans les écoles et les hôpitaux, car là-bas aussi, le débordement des eaux a dégradé l'environnement », a-t-il promis en appelant la population à ne plus jeter d'ordures ménagères aux abords de cette rivière et à garder ces déchets chez eux pour les déposer à un endroit approprié.

Pour Ounsmane Bouchrane, délégué en charge de l'environnement et député nouvellement élu sur la circonscription de Mlédjélé, qui participe à l'ébouage de la ville de Fomboni, la mairie doit prendre ses responsabilités concernant les dépôts d'agrégats et de vieilles voitures le long des routes de la capitale, qui contribuent à la dégradation

de son image. « Si la mairie ne prend pas ses responsabilités, nous, l'exécutif de l'île, prendrons les nôtres », prévient-il, avant de

remercier tous ceux qui ont participé à cette opération d'assainissement de Fomboni.

Riwad



Après les pluies, place à l'ébouage à Fomboni

## LE PATRON DE LA POLICE NATIONALE SOUS CONTRÔLE JUDICIAIRE :

## Aucun intérim désigné

Depuis plusieurs jours, le directeur général de la police nationale et le secrétaire général du ministère de l'intérieur sont placés sous contrôle judiciaire pour faux et usage de faux de documents administratifs relatifs à la confection de passeports comoriens. Et jusqu'à ce jour, aucun intérim n'est désigné pour remplacer Nassuf Kaissane.

L'autorité de l'État semble une fois de plus mise à rude épreuve. La récente arrestation du directeur général de la police et de la sûreté nationale a mis en

lumière une gestion administrative défaillante, marquée par l'absence de mesures immédiates pour assurer la continuité du service public. Depuis son arrestation, aucune nomination intérimaire n'a été annoncée, laissant place à une incertitude préoccupante au sein de l'administration et des citoyens en attente de documents de voyage. Cela s'ajoute, aux personnes malades nécessitant des évacuations à l'étranger.

Le directeur général, figure clé de l'administration en charge de la délivrance des documents de voyage, a été inculpé et placé sous

contrôle judiciaire du chef de faux et usage de faux de documents administratifs relatif à la confection de passeports de l'Union des Comores. Si les raisons de cette arrestation font encore l'objet d'investigations, son impact sur le fonctionnement du service des passeports est, quant à lui, bien visible. Les délais de traitement des demandes s'allongent, des dossiers restent en suspens et les citoyens se retrouvent pris dans une impasse bureaucratique. Dans tout système fonctionnel, l'arrestation d'un haut responsable devrait être immédiatement suivie de la désignation d'un intérimaire afin d'assurer

la continuité du service public. Or, plusieurs jours après l'éclatement de l'affaire, aucune nomination officielle n'a été annoncée. Ce vide administratif illustre une gestion hésitante et un manque criant de réactivité de la part des autorités compétentes.

Ce silence et cette inaction ne sont pas des faits isolés. Ils s'inscrivent dans un contexte plus large où l'autorité de l'État semble s'effriter face aux événements. L'absence de directives claires et la lenteur dans la prise de décisions traduisent une faiblesse structurelle qui met en péril la confiance des citoyens envers les

institutions. Plus encore, cela laisse la porte ouverte à des dysfonctionnements profonds pouvant avoir des répercussions sur d'autres secteurs de l'administration. Face à cette situation préoccupante, il devient impératif pour les autorités de désigner sans délai un intérimaire compétent afin de rétablir la normalité au sein du service des passeports. Au-delà de cette nomination, il est essentiel d'adopter des mécanismes plus efficaces et transparents de gestion de crise afin d'éviter que de tels blocages ne se reproduisent à l'avenir.

MY

## SOCIÉTÉ :

## Moroni plongée dans le noir

Depuis plusieurs jours, la capitale subit des délestages interminables. Certains quartiers connaissent un blackout de cinq jours, une situation pénible qui paralyse le quotidien des habitants et met en difficulté de nombreux secteurs d'activités.

Dans plusieurs quartiers, les habitants tentent tant bien que mal de s'adapter, mais la fatigue et l'exaspération se font sentir. « Nous sommes plongés dans le noir pendant des jours entiers. Les aliments pourrissent, les commerces souffrent, et il est impossible de travailler correctement », témoigne Ali M'madi, un commerçant de La Coulée, qui a déjà perdu une grande partie de son stock. Les coupures impactent aussi la vie sociale et les études. « Mes enfants ont du mal à faire leurs devoirs. On essaie d'utiliser des lampes rechargeables, mais elles ne tiennent pas

longtemps, et avec ces coupures incessantes, on ne peut même plus les recharger », raconte Fatima Ahmed, une mère de famille de Mtsangani.

Les professionnels ne sont pas épargnés. De nombreux commerces, restaurants et entreprises dépendent de l'électricité pour fonctionner et voient leur activité perturbée. « On travaille avec des groupes électrogènes, mais le carburant coûte cher, et ce n'est pas une solution durable. À ce rythme, on ne tiendra pas longtemps », s'inquiète un propriétaire d'une boulangerie à Magoudjou. Un importateur de la place dit déboursier 50 000 KMF de gasoil par jour pour faire fonctionner son groupe électrogène sans arrêt afin de préserver ses produits périssables. « Un budget qui alourdit mes charges sans aucun accompagnement de l'Etat » déplore-t-il. Les services de santé sont également touchés. Dans certaines

structures médicales, le fonctionnement des équipements devient un défi. « Sans électricité, nous ne pouvons pas conserver correctement certains médicaments et vaccins. Nous faisons tout pour nous adapter, mais il y a un réel danger pour les patients », alerte un infirmier de Moroni.

Face à cette crise persistante, les habitants réclament des mesures concrètes pour stabiliser la distribution d'électricité. « C'est une bonne nouvelle que certains services reviennent, mais maintenant, on espère que l'électricité va aussi se rétablir. Nous vivons des coupures interminables, c'est invivable ! Il faut que ça change, on ne peut pas continuer ainsi », s'exaspère Mohamed, un résident de Hadoudja. En larmes, une résidente de Moroni Sahara songe à quitter le pays. « Des fois, je me demande si nous ne sommes pas en guerre. Comment faire ? Les gens peinent



déjà avec des maigres salaires. Comment survivre dans ce rythme ? J'ai jeté mes courses d'un mois, là, je roule sans rien. C'est inadmissible qu'en 2025, nous éclairions nos maisons avec des bougies », tonne Mariama Ali.

Si les autorités promettent régulièrement des améliorations, la confiance s'effrite face à la récurrence des délestages. « On nous a déjà fait des promesses, mais la situation reste la même. Nous vou-

lons des actions concrètes, pas seulement des discours », martèle un jeune rencontré à Volo Volo. La population attend des solutions pérennes pour garantir un accès stable à l'électricité et éviter de nouvelles périodes de black-out prolongées. En attendant, les Comoriens doivent encore composer avec l'incertitude et des conditions de vie de plus en plus difficiles.

Mohamed Ali Nasra

## CRIMINALITÉ AUX COMORES :

## La Dar Al-Iftaa en quête de solutions

L'assassinat de Hikmat Ahmed Sahib à M'béni a provoqué une vive émotion au sein de la société comorienne. Ce crime odieux a relancé le débat sur la montée de

la criminalité dans le pays et suscité de nombreuses réactions. Le Grand Mufti des Comores, Cheikh Aboubacar Saïd Abdallah Djamalillail, a convoqué une réunion d'urgence jeudi dernier à Dar Al-Iftaa. L'objectif était d'analyser les causes de la recrudescence de la violence et de proposer des mesures concrètes pour y faire face.

Le Grand Mufti des Comores, Cheikh Aboubacar Saïd Abdallah Djamalillail, a convoqué une réunion d'urgence jeudi 6 février dernier à Dar Al-Iftaa. Cette rencontre a rassemblé un groupe de savants religieux pour discuter de l'affaire tragique de l'assassinat de la citoyenne Hikmat Ahmed Sahib. L'objectif était "d'analyser les causes profondes de tels crimes et d'explorer des stratégies de prévention afin de réduire leur fréquence », a déclaré le Grand Mufti. Dans un communiqué officiel, la Dar Al-Iftaa a souligné l'importance d'une action collective. « Cette réunion vise à renforcer la coopération

entre toutes les parties prenantes pour lutter efficacement contre la criminalité et promouvoir la sécurité nationale », peut-on lire dans le document.

Lors des échanges, plusieurs facteurs ont été mis en avant pour expliquer cette montée de l'insécurité. Les intervenants ont évoqué des problèmes sociaux, économiques et culturels qui peuvent favoriser l'émergence de la violence. Un uléma présent à la réunion a insisté sur la nécessité d'une approche globale. « Nous devons allier sensibilisation religieuse, éducation civique et renforcement des moyens de sécurité pour endiguer ce fléau », a-t-il déclaré. À l'issue des discussions, plusieurs recommandations ont été formulées pour lutter efficacement contre la criminalité.

Les participants ont insisté sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les institutions religieuses, politiques et sécuritaires, tout en développant des campagnes de sensibilisation visant à encourager la vigilance communautaire et la dénonciation des com-

portements suspects. L'amélioration des dispositifs de sécurité publique et le renforcement des moyens des forces de l'ordre ont également été jugés prioritaires. L'accent a été mis sur « l'importance de programmes éducatifs visant à inculquer des valeurs de paix, de respect de la vie humaine et de coexistence harmonieuse ». Ce rassemblement a illustré « l'engagement des leaders religieux à jouer un rôle actif dans la promotion de la paix et de la stabilité aux Comores », a affirmé le Grand Mufti. En favorisant « un dialogue ouvert et constructif », ils espèrent « créer un environnement où la sécurité et le bien-être de chaque citoyen sont des priorités absolues ». Alors que la population attend des mesures fortes, cette réunion marque une première étape vers une prise de conscience collective. Reste à voir si les décisions prises seront suivies d'effets.

Ibnou M. Abdou



Dar Iftah en reunion face à la recrudescence de la criminalité.

CÆLACANTHES :

# " Les Comores sont la meilleure équipe que j'ai entraînée "

*C'est en tout cas l'opinion donnée par le sélectionneur des Cœlacanthes des Comores, Stefano Cusin lors d'un entretien accordé à la chaîne française, France 24. En marge du tirage au sort de la Coupe d'Afrique des Nations tenu le 27 janvier dernier à Rabat, le sélectionneur avait accordé plusieurs interviews à des médias étrangers dont France 24. Avec une expérience d'une vingtaine d'années, l'italien trouve la team Comores, la meilleure qu'il ait pu entraîner jusque-là.*

*" Je ne classe pas mes expériences. Pour moi, la Premier League est aussi enrichissante que la Ligue 1 sénégalaise. Mais je pense aujourd'hui que les Comores sont la meilleure équipe que j'ai entraînée », révèle Stefano Cusin en répondant aux questions du journaliste Romain Houeix de France 24. Arrivé en équipe nationale des Comores, en octobre 2023 en pleine période de crise le transalpin est en phase d'écrire la plus belle page de sa carrière d'entraîneur et peut être aussi du football comorien. « Quand j'ai repris l'équipe, c'était peut-être le meilleur moment possible pour le faire. Il fallait rebâtir mais il y avait*

un patrimoine important » dit-il. Qualifiés pour la CAN 2025 au Maroc, les Verts sont en bonne position pour une probable qualification pour la coupe du monde 2026. Actuel leader du groupe I avec neuf (9) points, la sélection comorienne va entamer au mois de mars prochain, la dernière ligne droite des qualifications pour le retour de la plus grande compétition de football au monde en Amérique.

Lors de cet entretien, le sélectionneur a souligné la passion des comoriens pour le football mais surtout pour leur équipe nationale. « Comme tous les pays d'Afrique, les Comores sont un pays de football. C'est spécialement vrai, c'est un petit pays en nombre d'habitants. Le foot permet une visibilité. Les gens sont fiers quand on bat le Ghana, la Tunisie ou Madagascar voisin », assure Stéfano Cusin. Une passion que le sélectionneur a dû goûter, lors de son dernier passage aux Comores après la qualification pour la CAN au Maroc. En effet en décembre dernier, le sélectionneur a été accueilli en Rock Star de l'aéroport jusqu'à la maison de la Fédération où une estrade a été érigée spécialement pour qu'il puisse s'adresser aux nombreux supporters qui l'attendaient.



Cœlacanthes des Comores (Image d'illustration)

Le sélectionneur est aussi revenu sur le match d'ouverture de la CAN 2025. Comme à son habitude, Stefano Cusin va aborder cette rencontre en enlevant la pression sur ses protégés, une philosophie qui a

marché jusque-là. « La pression est sur les épaules du Maroc pour ce match d'ouverture. Ils ont fait une demi-finale de Coupe du monde, ils ont battu l'Espagne et le Portugal. Quant aux autres, on ne saura qu'en

décembre si c'était un bon ou un mauvais tirage. À la CAN, il y a toujours des surprises. Il faut être prêt le jour J » renchérit le sélectionneur comorien.

Imtiaz



Ministère de l'Agriculture,  
de la Pêche et de l'Artisanat



**DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE**  
**PROJET DE RÉSILIANCES DES SYSTEMES ALIMENTAIRES (FSRP\_KM, P177816)**  
**DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM**  
**COORDINATION NATIONALE DU PROJET**  
**AVIS DE PRÉSELECTION**  
**AGRÉEMENT DE PRESTATAIRES/ FOURNISSEURS**

Le Projet de Résilience des Système Alimentaires (FSRP-KM) financé de la Banque Mondiale (IDA) n° de Don IDA ( E1830-KM /TF0C1418-KM) lance ce présent avis à Manifestation d'intérêts dans le cadre de création d'une base des données de prestataires de services et fournisseurs du projet. Tous les prestataires et fournisseurs disposés à figurer dans le nouveau répertoire des fournisseurs du Projet et possédant les capacités techniques et financières requises pour la fourniture de biens et services sont invités à exprimer leur intérêt pour inscription.

Les domaines d'activités identifiées sont :

- 1-Vente de matériels et fourniture de bureau ;
- 2-Vente de mobiliers de bureau (chaise, bureau etc) ;
- 3-Matériels et consommables informatiques
- 4-Entretien et maintenance de climatiseurs
- 5-Maintenance de l'électricité ;
- 6-Plomberie ;
- 7-Traiteurs des Restaurants ;
- 8-Agences des billets d'avions
- 9-Station des carburants ;
- 10-Autres réparations ;

L'inscription sur la liste ne constitue pas un engagement juridique assorti d'une obligation de la part de l'Unité de Gestion du projet (UGP) d'inviter un ou plusieurs candidats inscrits à attribuer un contrat.

A l'occasion d'un marché public relatif au domaine décrit ci-dessus, l'UGP pourrait inviter soit tous les candidats figurant sur la liste, soit certaines d'entre eux, sur la base des critères objectifs et non discriminatoire au marché concerné à déposer une offre.

Les prestataires/Fournisseurs intéressés sont invités à fournir un dossier de demande d'agrément composé de :

- Une lettre de demande d'agrément comportant l'adresse complet (adresse postale, téléphone, faxe, et adresse électronique) ;
- Un extrait de Registre de Commerce (personne morale et physique) ;
- Une copie de document de numéro d'identification fiscale ;
- Tout autre document jugé utile (référence, copie des contrats, attestations de bonnes exécutions etc)

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires auprès du secrétariat du FSRP situant à Mdé, EX-Cefader au Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat ; email : [projetsr@gmail.com](mailto:projetsr@gmail.com) / du lundi au vendredi à partir de 8H 00min à 15h 30, et du samedi : 8H 00min à 12H 00min

4.Le dossier complet doit être déposé sous plis ferme au plus tard le **15 février 2025 à 14H 00min**. La soumission du dossier par voie électronique est autorisée à l'adresse email : [projetsr@gmail.com](mailto:projetsr@gmail.com)

5.L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessous est :

Ministre de l'Agriculture, de la Pêche, et de l'Artisanat  
 BP :41-Moroni  
 A Mdé ex-Cefader -maison des épices.  
 Au secrétariat du Projet (FSRP-KM) /  
 Email : [projetsr@gmail.com](mailto:projetsr@gmail.com)

Lancé, le 31 janvier 2025